

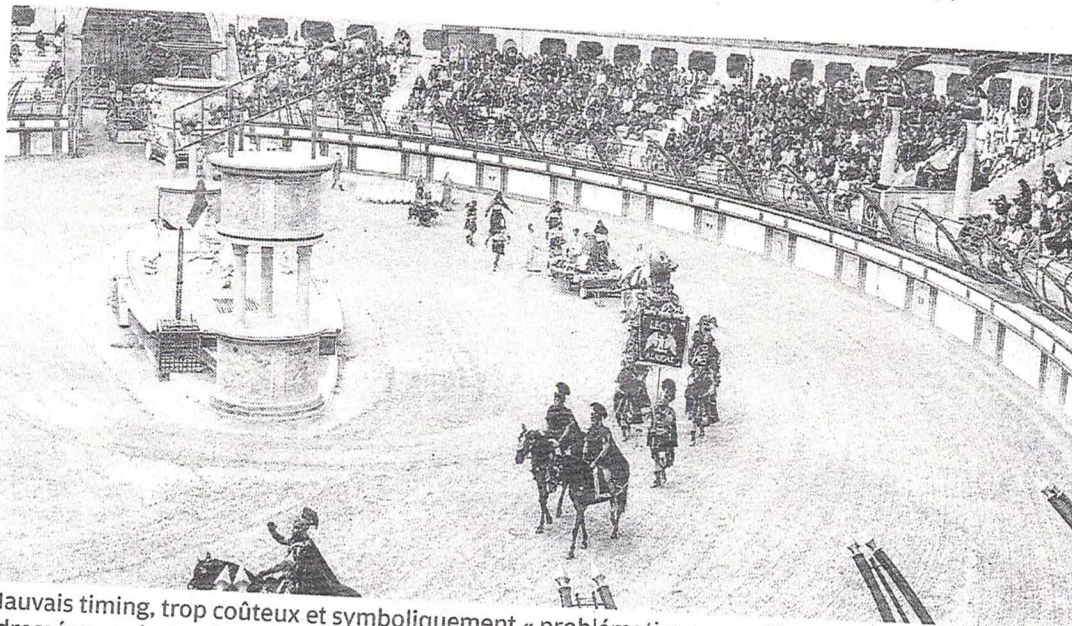
finances publiques

Ce séminaire au Puy du Fou qui passe mal

La CGT Finances publiques s'insurge de l'organisation d'un séminaire de cohésion des cadres de la DDFiP au parc Vendéen, les 18 et 19 mars.

Un séminaire de cohésion de la Direction des finances publiques des Deux-Sèvres au Puy du Fou les 18 et 19 mars prochains, date de mobilisation nationale pour l'augmentation des salaires des fonctionnaires : c'est ce que l'on appelle un mauvais timing. Ou un hasard de calendrier, la date de l'événement ayant été arrêtée dès septembre 2023.

Annoncée aux concernés dans la foulée, la virée vendéenne d'une trentaine de cadres et chefs de service de la DDFiP a fait l'objet d'un communiqué de presse de la CGT, le 12 mars dernier.



Mauvais timing, trop coûteux et symboliquement « problématique » : voilà en substance les critiques adressées par la CGT à ce séminaire d'encadrement. (Photo archives NR, Dominique Guinefoleau)

« Dans le contexte actuel, on est plusieurs à trouver cela inadmissible »

« Je n'ai rien contre la cohésion de groupe, mais dans le contexte d'austérité actuel, où le ministre de l'Économie nous demande de nous serrer la ceinture, on est plusieurs à trouver cela inadmissible », dénonce ainsi Thierry Fouillet, membre de la CGT Finances publiques. En février, le ministre de l'Économie et des Finances faisait savoir son intention de réduire la dépense publique de « 10 milliards d'euros » en 2024, avant d'annoncer des économies deux fois plus importantes pour 2025.

« Des augmentations de par-tout, sauf pour nos salaires ! »,

accusait l'antenne nationale de la CGT Finances publiques le 26 janvier dernier, arguant qu'« entre 2020 et 2023, l'évolution du point est de 16 % alors que l'évolution de l'indice des prix est de 49 % ».

Devis « le moins-disant »

Si les tarifs restent inconnus, le simple fait que le séminaire comprenne un hébergement et une nuitée pour les participants « échaude », dans les rangs de la finance publique des Deux-Sèvres, rapporte Thierry Fouillet. « Il y avait peut-être la possibilité de trouver un autre format, dans un lieu plus proche. »

De son côté, la Direction des finances publiques des Deux-Sèvres rappelle que le choix du Puy du Fou s'est fait « après sollicitation de plusieurs prestataires » des départements li-

mitrophes, « en privilégiant » le devis « le moins-disant », soit le moins coûteux. « Le séminaire a pu être en partie financé sur le budget départemental 2023 de la DDFiP grâce à une bonne gestion de ses crédits », fait-elle savoir dans un communiqué de presse en date du 13 mars.

Parc local ou « réac » ?

On y apprend que cette « sortie » a fait l'objet d'un vote dans le cadre du conseil départemental de l'action sociale, où siège d'ailleurs la CGT Finances publiques. Et que le Puy du Fou a « avant tout été considéré comme un parc d'attractions local ».

Car au de-là du timing, c'est « le symbole du lieu » que fustige le syndicat. Fondé par Philippe de Villiers, engagé au parti d'Eric Zemmour lors de

la dernière campagne présidentielle, le parc à thème vendéen est perçu par le syndicat comme « un haut lieu de la réaction française, connoté à la droite extrême de l'échiquier politique ».

Début mars, un cas de conscience similaire s'était déjà posé à certains fonctionnaires, après que leur direction a répondu favorablement à l'invitation de l'Université catholique de l'Ouest (Uco), à Niort. Mais « l'agacement » devant un acte vu là encore comme politiquement « connoté » n'avait pas dépassé les murs du 171, avenue de Paris. Cette fois-ci, CGT et Direction des finances publiques se répondant par communiqués interposés, on peut dire que l'attraction est lancée.

Camille Montagnon

commerce

Chausse... les de...